



REVUE DE PRESSE DE SLE

I) Politique

- La commission européenne a fait parvenir 3 courriers de mises en demeure au gouvernement hongrois pour infraction à l'indépendance de la Banque centrale hongroise, de la magistrature et de l'autorité de supervision du contrôle des données personnelles. Les Ministres des Finances européens se sont également entendus pour discuter d'éventuelles sanctions contre le déficit excessif de la Hongrie.
- Un groupe d'experts de la Commission Européenne a pointé du doigt la France, au même titre que la Hongrie et l'Italie, pour sa pratique de la liberté de la presse. Le groupe évoque notamment la nomination du patron de France Télévisions par le Président français. Pour le groupe, il y a « clairement une concentration de pouvoirs dans une seule main. »
- Le conseil des ministres des affaires étrangères européens ont acté les sanctions contre l'Iran, en décidant de ne plus acheter ni le pétrole, ni les produits dérivés issus de ce pays. Le conseil a également décidé d'arrêter tous transferts de technologies. Il espère ainsi faire pression contre l'état iranien qui n'a pas renoncé à son programme nucléaire.
- Les pays de l'Est, souhaitant adopter l'Euro, ont émis le souhait de participer au sommet européen de la zone. Une proposition faite par la Pologne, qui a été suivie par la Lituanie et la Bulgarie. La France a
- Hannes Swoboda, député européen autrichien, présenté comme l'héritier naturel de Martin Schulz, a été élu président du groupe des socio-démocrates au Parlement européen.
- 66% des croates ont approuvé leur entrée dans l'Union Européenne.

II) Economique et social

- Fin janvier, les dirigeants se sont réunis dans le cadre de la croissance et l'emploi. Ils aborder notamment les sujets suivants :
 - o La lutte contre le chômage, notamment des jeunes
 - o Le développement d'outils pour le financement des entreprises
 - o Une meilleure utilisation des fonds européens
 - o Un renforcement de la réglementation des marchés financiers
 - o La modernisation des administrations publiques
 - o Un accès facilité aux marchés de pays tiers.

- Un programme, qui a été mis de côté afin de valider traité sur l'Union Budgétaire, prévoyant la possibilité pour les 25 pays signataires de porter plainte devant la Cour de Justice européenne contre un autre Etat, qui ne transposerait pas correctement la règle d'Or. Le Royaume Uni et la République Tchèque se sont opposées à cette signature.
Les pénalités reçues de pays hors zone Euro seront attribuées au budget communautaire tandis que les autres amendes bénéficieront au renforcement du Mécanisme Européen de Stabilité (MES). Le texte, qui devra être ratifié par au moins 12 des membres, entrera en vigueur au 1er janvier 2013.
- François Hollande a annoncé qu'il renégocierait le traité s'il était élu le 6 mai afin d'y intégrer un volet de dynamisme économique. Alain Juppé a indiqué que « ce serait très très dommageable pour les intérêts de notre pays et pour l'Europe elle-même ». L'équipe de Merkel s'est également montrée critique face à cette idée.
- Les mesures économiques et sociales, objet de la réunion de janvier, pourraient être un des sujets importants du Conseil Européen début Mars.
- Dans le cadre des discussions sur la gestion de la dette grecque, la possibilité de faire intervenir la BCE par le biais de son programme « Securities Markets programme », afin qu'elle participe à la restructuration de la dette grecque a été proposée et soutenue par le FMI et ainsi que par plusieurs états européens. La solution est pour l'instant rejetée par la BCE et semble difficile à être admise par l'Allemagne.
- Ce sommet a été l'occasion pour l'Allemagne de proposer de mettre la Grèce sous « stricte tutelle budgétaire européenne ». Ainsi, un commissaire européenne bénéficierait d'un droit de véto sur les décisions budgétaires du gouvernement. L'idée n'a pas été validée par la France, considérant cette proposition comme « non démocratique et pas efficace ».
Le Ministre grec des finances, Evangelos Venizelos, a rappelé à ses partenaires européens que « l'unification européenne est fondée sur l'égalité institutionnelle des Etats-Membres et le respect de l'identité nationale ».
- Extraits de l'interview de Michel Aglietta, professeur de Paris-X-Nanterre, conseiller scientifique au Cepii et à Groupama AM. : « La première règle d'or, c'est de ne pas chercher à réduire précipitamment l'endettement de l'Etat tant que le secteur privé ne peut soutenir l'économie. Après 1945, il a fallu 20 à 25 ans de croissance soutenue pour absorber le surcroît de dettes dû à la guerre » (La suite sur le Monde)
- David Cameron a annoncé qu'il n'était pas contre la monnaie unique et la zone Euro mais que toutes zones monétaires communes présentaient des caractéristiques identiques telles qu'une Banque Centrale qui soutient réellement la zone. Il évoque également la nécessité d'introduire des émissions communes de dette (eurobonds), et la flexibilité du marché du travail.
- L'annonce de Nicolas Sarkozy sur la taxation des transactions financières de façon unilatérale a fait réagir David Cameron qui a immédiatement indiqué que ce projet était irréaliste. Il a indiqué

que dans le cas où la France voterait une telle mesure, le Royaume Uni accueillerait bien volontiers les insatisfaits.

- Dans un discours d'ouverture du Forum économique mondial de Davos, la chancelière allemande a indiqué « nous devons être prêts à oser plus d'Europe ». Elle répondait ainsi à la demande de Christine Lagarde d'accroître les fonds du FESF et du MES. La directrice du FMI était suivie par le Premier ministre italien.
- Le FMI devrait augmenter sa capacité de prêt de 600 milliards de dollars afin d'avoir de réels moyens d'intervention en cas d'aggravation de la crise. La crise dans la zone euro se répercute sur la croissance mondiale qui devrait être de 3,3% au lieu de 4%.
- En déplacement à Abou Dhabi, Mario Draghi s'est optimiste pour l'avenir de la zone euro évoquant des signes de stabilisation de l'activité économique à un niveau bas et déclare que « l'euro se portera mieux en 2012 ».
- Neuf pays de la zone euro dont la France ont vu leur note dégradée par Standard and Poor's. Les différents ministres des budgets ont minoré la décision prise par S&P de dégrader la note du FESF. Le Ministre Allemand Schäuble a d'ailleurs déclaré « il ne faut pas qu'on se laisse trop embêter [...] nous devons réellement faire des efforts pour réduire l'influence des agences de notation ».
- Le Japon a confirmé qu'il continuerait à acquérir des obligations du FESF, malgré cette dégradation. Le pays détient à l'heure actuelle entre 10 et 20% du montant des diverses émissions du FESF.

Grèce :

- Le 17 janvier dernier, une grève générale s'est déroulée en Grèce alors que les créanciers internationaux étaient en visite à Athènes. Les manifestants entendaient protester contre la nouvelle cure d'austérité annoncée. Les créanciers privés (banques assureurs et fonds d'investissements), présents à Athènes, ont cherché un accord sur la renégociation de la créance hellénique afin de rééchelonner la dette sur 30ans, moyennant une décote de 50 à 60%. Or les créanciers ont eu beaucoup de mal à s'accorder sur les nouveaux taux, entraînant un risque important de défaut de paiement de la Grèce. Pour Thomas Costerg, économiste chez Standard Chartered Bank : "Un défaut ordonné est nécessaire mais insuffisant car les dépenses de la Grèce sont toujours supérieures à ses recettes : même si un accord est obtenu avec le secteur privé, la Grèce n'aura pas beaucoup plus de marge de manœuvre. »

Belgique :

- Les organisations syndicales belges ont appelé à une grève générale le 30 janvier, jour du sommet européen sur la croissance et l'emploi. Leur but est de faire entendre leurs revendications sur la réforme des retraites et les futures mesures d'austérité imposées par la Commission Européenne.

France :

- BFM TV a réalisé une édition spéciale « fictive » sur la sortie de la France de la zone Euro. ([Dailymotion](#))
- Un rapport de l'OIT indique que les réformes menées par Schröder en 2003 ont conduit à une déflation des salaires dans les services, provoquant un impact sur la consommation, un accroissement des inégalités et au niveau européen « a créé les conditions d'une récession économique prolongée car les autres pays n'avaient d'autre solution que de mener des politiques salariales déflationnistes encore plus sévères pour remédier à leur perte de compétitivité". Cette étude vient ainsi contredire les prises de position de Nicolas Sarkozy sur les atouts majeurs du modèle allemand mis en œuvre par Schröder, qu'il appelle de ses vœux. La presse allemande s'est fait l'écho de ces différentes déclarations rappelant à Sarkozy, que Schröder avait perdu les élections suivant ces mesures.
- Dans son discours du 22 janvier, au Bourget, François Hollande a confirmé qu'il renégocierait les accords européens du 9 Décembre et qu'il rédigerait un pacte de responsabilité, de gouvernance et de croissance. Il souhaite donner à l'UE des « instruments pour dominer la finance » et donner à la BCE la possibilité d'être prêteur en dernier ressort des Etats. Il s'est dit favorable aux euro-obligations pour mutualiser la dette.

Italie :

- Mario Monti continue le programme de réforme de l'Italie, visant à simplifier les procédures d'économies, notamment pour la création d'entreprise.
- La justice italienne a débuté une série de perquisitions au siège italien de Standard and Poor's, dans une enquête pour manipulation de marché, suite à une plainte d'association de consommateurs. Visant particulièrement Moody's, la plainte a été élargie à S&P.
- La Commission Européenne va enquêter sur de possibles ententes et abus de position dominante entre Air France KLM, Alitalia et Delta. Elle leur reproche d'avoir conclu des accords en vertu desquels, ils ont coordonné leurs activités en termes de capacité, d'horaires, de tarifs et de gestion des recettes.

III) Ecologique – Energie – Agriculture - Pêche

- La Commission Européenne a demandé à la France de transposer la directive européenne relative aux emballages et aux déchets d'emballages, qui prévoient notamment la limitation du poids et des volumes d'emballage, et le développement de système de réutilisation des emballages.
- La présidence danoise (depuis le 1er Janvier) a préparé un projet prévoyant la signature le 9 mars prochain de l'objectif de réduction de 40% des émissions de GES avant 2030.

V) culturel

- Alors que le cycle de conférences « identité européenne Versus Identité nationale » s'est poursuivi à Sauvons l'Europe, Umberto Eco a déclaré au journal [Le Monde](#) : « Désormais, nous sommes européens par la culture, après l'avoir été des années durant par des guerres fratricides [...] En 2012, l'identité européenne est répandue, mais shallow - j'utilise à dessein ce mot anglais, qui ne correspond pas complètement à l'italien superficiel et se trouve à mi-chemin entre surface, "surface", et deep, "profond". Nous devons l'enraciner avant que la crise ne la détruise entièrement. Les journaux économiques évoquent peu le programme d'échanges interuniversitaires Erasmus, mais Erasmus a créé la première génération de jeunes Européens. Pour moi, c'est une révolution sexuelle : un jeune Catalan rencontre une jeune Flamande, ils tombent amoureux, se marient, et deviennent européens, comme leurs enfants. Ce programme devrait être obligatoire, pas seulement pour les étudiants mais aussi pour les taxis, les plombiers, les ouvriers. Ils passeraient ainsi un certain temps dans les pays de l'Union européenne, pour s'intégrer. »
- Le Monde, The Guardian, El Pais, Die Süddeutsche Zeitung, La Stampa et la Gazeta Wybrocza ont lancé un supplément papier « Europa » dans lequel chacun apporte sa contribution sur des questions européennes. La première édition est parue le 25 Janvier. Il publie une interview d'Angela Merkel, mélomane et chef d'orchestre... ([Le Monde](#))